

# UNITÉ

Numéro 47  
Août 2012

"La jeunesse est la flamme  
De la Révolution."

Karl Liebknecht

le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

Édito

## Pour que le 6 mai 2012 rentre dans l'Histoire

Nous voici à La Rochelle pour nos « traditionnelles » universités d'été de rentrée politique. Nous commentons déjà les 100 premiers jours de la présidence Hollande qui prennent fin dans ce que la sphère médiatique nomme l'état de grâce. Chacun y va de son premier bilan, commentaire et analyse. **Bien malin celui qui pourra qualifier les premiers pas du gouvernement Ayrault de bons ou mauvais.** Une chose est certaine, nous nous sommes débarrassés de ce nabot de Sarko qui a tant fait de « blessures et de brûlures » au salariat et à la jeunesse.

Voilà pour les victoires électorales mais le combat continu contre cet ordre mondial qui organise la pauvreté au profit de quelques-uns. Notre mobilisation doit se poursuivre face à Merkel, la BCE et la Commission européenne qui après avoir rasé la Grèce tentent toujours de nous imposer la fumeuse règle d'or et ce traité budgétaire qui s'assoit sur la souveraineté populaire.

L'heure est au changement. C'est la première fois que nous détenons tous les pouvoirs institutionnels. Nous ne pouvons plus nous cacher derrière notre petit doigt. Il faut que le 6 mai 2012 rentre dans l'histoire de notre République. Le 10 mai y figure déjà, pas uniquement par l'accession au pouvoir d'un premier Président socialiste mais aussi et surtout par les réformes qui s'en suivirent pour transformer notre société. Retraite à 60 ans, 39 heures, forte hausse du SMIC, l'abolition de la peine de mort, les nationalisations... Voilà les lettres de noblesse qui ont permis au 10 mai de demeurer dans la mémoire collective. **François Hollande, le gouvernement Ayrault et la majorité parlementaire y parviendront s'ils commencent par refuser ce traité européen, ce chantage à la Dette.**

Il appartient à nous de les soutenir dans le bon sens tout en étant exigeant. C'est l'occasion de ce Congrès de Toulouse. Nous, militants de l'Offensive Socialiste, avons fait le choix de **soutenir la contribution générale « Pour réussir le changement, redistribuer les richesses »**. Augmentation des salaires, refus du pacte budgétaire et de l'UE des marchés financiers, défense des 35 heures et de la retraite à 60 ans, contrôle sur les licenciements, allocation-autonomie pour tous les jeunes, règle d'or éducative, promotion des services publics et d'une culture émancipatrice, unité de la gauche : tout -ou presque- y est ! A lire, à discuter et, éventuellement, à signer !

**Johann CESA (42)**  
**Membre des instances nationales du MJS**

### SOMMAIRE

**Édito :** Pour que le 6 mai 2012 rentre dans l'Histoire

**Page 2 :** Et maintenant au tour de l'Espagne

**Page 3 :** Ancrer le Parti Socialiste à gauche

**Page 4 :** A lire et notre contribution thématique

### Un jour en août : 4 août 1789



Alors que le 4 août 2012, les députés de gauche devaient supprimer les privilèges fait aux riches depuis 10 ans, il n'en fut rien. L'adage de Jaurès «**Assez parler d'égalité, faisons des égaux**» demeure.

**Pour contacter  
l'Offensive Socialiste :**  
Anthony GRATACOS:  
06 23 53 50 47

## Et maintenant au tour de l'Espagne !

Les gangsters de la finance avaient beau la conjurer de toutes leurs forces, elle est bel et bien là, la réédition, version 2012, du terrible été 2011. Selon *Le Point*, l'économie portugaise « s'est contractée au deuxième trimestre de 1,2 % par rapport au trimestre précédent et de 3,3 % sur un an [...]. Dans le même temps, le chômage a continué de progresser, atteignant le taux record de 15 % ». De son côté, selon le *Financial Time*, la Grèce de Samaras, dirigée par la finance sous les oripeaux « démocratiques » de l'Union nationale, est en train de supplier à genou à la Panzer-chancelière d'Europe pour qu'elle accepte le rééchelonnement sur 4 ans -et non sur 2 !- des coupes dans les dépenses publiques promises en échange du versement du fameux « plan d'aide » aux banques européennes. **Le plan de destruction sociale se poursuit donc sur les rivages hellènes, mais ce sont actuellement ceux de l'Espagne qui inquiètent le plus le petit monde de la finance**, car le mouvement social ne semble pas prêt à boire la potion mortifère de l'austérité généralisée.



L'explosion de la bulle immobilière espagnole, chaînon parmi d'autres de la crise hypothécaire généralisée suscitée par l'effondrement des *subprimes*, a plongé la péninsule dans le marasme. Pour sauver les banques espagnoles particulièrement exposées par le crash, le gouvernement Zapatero a mis le doigt dans l'engrenage de la rigueur. Sanctionné lors des élections de novembre 2011, le PSOE a dû laisser la place au PPE de Mariano Rajoy qui a généralisé l'austérité afin de sauver des banques placés sous perfusion. Tandis que le plan Zapatero visait à économiser 15 milliards d'euros, le forcené libéral mis par la finance à la tête de l'Espagne a imposé aux salariés un premier plan d'austérité de 48 milliards et, sous pression de l'UE, il doit encore trouver la bagatelle de 65 milliards, suite au sauvetage par l'État de Bankia, la 3ème banque espagnole issue de la fusion de plusieurs Caisses d'épargne aux abois. Pour autant, selon l'économiste Jean-Jacques Chavigné, les prêts de la BCE n'ont pas permis aux banques ibériques « de faire reculer leur risque d'insolvabilité » et, malgré la baisse ponctuelle des taux d'intérêt suite au crédit

accordé par l'UE au printemps 2012, « dès la deuxième semaine de juillet, les taux espagnols dépassaient les 7 % ».

Au final, le PPE n'a pas eu le droit à son état de grâce. Tirant les leçons de son expérience récente, le mouvement social espagnol l'a déjà placé sur la sellette. **L'homme à abattre, c'est Mariano Rajoy, ce frénétique convaincu que l'orthodoxie budgétaire est un commandement de la Sainte Église.** Son projet de réforme du marché du travail, qui prévoit de rendre les licenciements moins coûteux pour les employeurs et de démanteler le système national de négociations collectives, a été perçu à juste titre comme une atteinte frontale aux intérêts vitaux de la classe ouvrière espagnole, tout comme les coupes drastiques pratiquées dans les budgets sociaux et dans l'éducation. Comme l'a affirmé le sommet social de Madrid du 25 juillet, le gouvernement Rajoy, « en un peu plus de six mois, en a fini avec l'architecture du droit du travail issu de la transition démocratique » consécutive à la chute du franquisme.

Il y a 5 mois, la grève générale du 29 mars avait déjà prouvé la combativité intacte des salariés espagnols. Selon l'hebdomadaire *Challenges*, qu'on ne peut à bon droit suspecter de sympathies anarcho-syndicalistes, cette grève « a paralysé [...] une partie de l'Espagne à la veille de la présentation d'un projet de budget d'austérité "très sévère" [...]. Les usines et les ports, dont ceux de Valence et de Séville, sont restés fermés, tandis que les télévisions publiques ou régionales et les transports ont connu de nombreuses perturbations durant toute la journée ».

Malgré l'été, la mobilisation sociale continue. Les mineurs d'Asturies, petits-fils des héroïques militants de « l'Alliance ouvrière » qui avaient ouvert la voie à la révolution espagnole par leur soulèvement en 1934, luttent pour le maintien des subventions publiques à leur activité et, à l'issue de leur marche sur la capitale, le 11 juillet, ils ont été accueillis dans l'enthousiasme par le peuple madrilène. Plus de 2 millions d'Espagnols étaient dans la rue le 19 juillet et le monde de l'éducation s'est mobilisé début août. Les centrales syndicales appellent à une grève monstre, le 15 septembre 2012. Cette mobilisation d'ampleur doit être le cadre d'une véritable centralisation politique du mouvement de protestation contre l'austérité. Les salariés en lutte doivent, avec leurs organisations professionnelles, en appeler à l'ensemble des partis de gauche pour qu'ils s'unissent sur la base de leurs revendications, à commencer par **le PSOE qui, s'il veut reste fidèle aux aspirations populaires, doit cesser toute collaboration avec le gouvernement de Rajoy** déjà condamné par l'histoire.

# Ancrer le Parti Socialiste à gauche

**Contexte :** notre parti est de retour au pouvoir et la tentation est grande pour nos dirigeants d'aseptiser les débats internes. Depuis le congrès de Reims, Un Monde d'Avance, courant de la gauche du parti rassemblant 7 contributions, a certes, plus d'élus locaux et compte une vingtaine de députés mais il n'a pas réussi à « bouger » les lignes du parti.

**Analyse:** la rédaction de l'Offensive Socialiste a dégagé 7 priorités programmatiques et recenser les positions des contributions dont le premier signataire est membre issu d'Un Monde d'Avance. Il va s'en dire que celles-ci sont proches et que l'unité de la gauche du parti est possible et nécessaire. Cette unité doit donner naissance à une motion commune.

**Enjeu :** le refus de voter le Traité budgétaire sera, sans nul doute, le débat central de ce Congrès. Une nouvelle gauche socialiste devra porter ce combat tout en respectant les sensibilités exprimées lors de la phase des contributions. Une motion commune ne pourra être incantatoire. Elle doit formuler des propositions audacieuses en phase avec les attentes du salariat.



\*TSCG : traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance

	Réaliser le changement	Le temps de la gauche	Pour réussir le changement, redistribuer les richesses
<b>1. Niveau des salaires</b>	"Respecter le calendrier du gouvernement", "revalorisation générale des salaires"	"Alimenter la demande par une augmentation soutenue des salaires"	Prendre les revendications syndicales. CGT : 1700€ brut et FO : SMIC net à 1340€
<b>2. Traité européen, BCE</b>	Critique du TSCG*, "doter le MES d'une licence bancaire pour prêter indirectement aux Etats"	Refus du TSCG*, renégocier le traité, pour des prêts directs de la BCE aux Etats	Refus du TSCG*, le soumettre à référendum, pour des prêts directs de la BCE aux Etats
<b>3. Allocation autonomie</b>	Mise en place d'un statut social pour accéder à l'autonomie"		"Statut social pour la jeunesse en formation", "années de formation incluses dans le calcul de la retraite"
<b>4. Retraites</b>			Retraite à 60 ans sans décote, stopper la baisse des pensions
<b>5. VI République</b>	Oui, régime primo-ministériel	Non. Appliquer le non-cumul et scrutin mixte législatif	Oui. "VIème République sociale, laïque et parlementaire [...] féministe, paritaire, fraternelle, solidaire"
<b>6. Impôts</b>	Fusion IR-CSG, création d'une CSG entreprises, taxer les compagnies pétrolières	Elargie l'assiette, imposer le capital et la rente au même niveau que les salaires	Rétablir les 13 tranches. IS à 50%. Suppressions des niches fiscales, lutte contre la fraude, progressivité de l'impôt sur les successions
<b>7. Unité de la gauche</b>	"le compromis trouvé en 2009 [...], le Manifesto doit être le point de départ de nos discussions". L'unité et le refus de l'alliance avec le centre ont rendu la victoire possible.	"Création d'un comité permanents des partis de gauche"	« Dépasser les vieilles divisions, il faut construire patiemment l'unité de toute la gauche », « programme commun de toute la gauche »

## Essayez nous !

Si vous souhaitez recevoir Unité, le journal de l'Offensive Socialiste (MJS) chez vous, **les 3 premiers numéros sont gratuits**. Chaque numéro fait 8 pages.

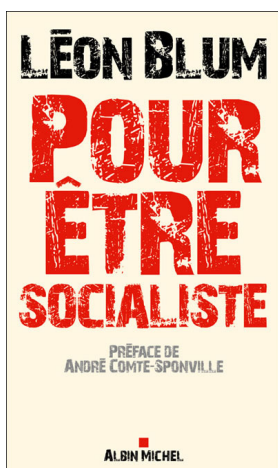
Renvoyer votre nom, prénom et adresse postale par mail à [offensive.socialiste@gmail.com](mailto:offensive.socialiste@gmail.com)

## Lisez Unité, le journal de l'Offensive Socialiste

et retrouvez les articles de ce numéro et des précédents sur

[www.offensivesocialiste.wordpress.com](http://www.offensivesocialiste.wordpress.com)

## A lire



Avec « Pour être socialiste », Léon Blum livre en 1919, entre le congrès de Tours et le Front populaire, un opus doctrinal simple et percutant, dédié à son fils et destiné à la jeunesse. L'exercice n'était cependant pas aisé au sortir de la guerre, alors que le nationalisme règne. Mais Blum ne tombe pas dans la facilité et, loin d'utiliser des événements encore frais, il éclaire le lecteur, merveilleusement, sur le sens et la substance même du socialisme. Nul besoin d'avoir de lourdes connaissances économiques ou

d'avoir fait des études de philosophie pour comprendre l'auteur. Ce court essai politique est à mettre entre toutes les mains !

Esquissant les prémises de la mondialisation, il désacralise la propriété, critique l'argent qui pervertit et donne au socialisme un but ultime : réaliser l'égalité et la fraternité. Dénonçant les « parasites », contre l'injustice économique, le capita-

lisme qui engendre les guerres et les « aléas de la naissance », Blum dessine les lignes d'un socialisme qui amène à « l'exploitation rationnelle et la distribution équitable [des] richesses de l'humanité ».

Affirmant sa « foi » en l'homme et la justice, il voit naître le socialisme « du contraste, à la fois scandaleux et désolant, entre le faste des uns et le dénuement des autres, entre le labeur accablant et la paresse insolente ». S'élevant ainsi contre l'ordre des choses, il fustige misère et exploitation. Léon Blum, premier des indignés !

Dans ce discours à la jeunesse, l'auteur appelle à une « révolution spirituelle », pour, comme le disait l'autre, passer de l'ombre à la lumière. Et il insiste : « Le socialisme est une morale et presque une religion, autant qu'une doctrine. » En s'adressant directement à notre intelligence et même, notre conscience, il démontre qu'il n'est pas d'autre voie à un être raisonnable véritablement soucieux de ses semblables et de l'état du monde que celle du socialisme.

***Pour être socialiste**, Léon Blum 5€ chez Albin Michel*

***Anthony GRATACOS (77)***

## Notre contribution thématique: « Changer la donne éducative, maintenant »

Le comité de rédaction de l'Offensive Socialiste en plus d'avoir participé à la rédaction de la contribution générale « Pour réussir le changement, redistribuer les richesses » a déposé une contribution thématique sur l'éducation. **Présentation** : « Nous devons faire face à un défi exaltant : reconstruire l'école après 10 ans de carnage. La droite a privilégié ses amis cléricaux et patronaux. A nous, socialistes, de défendre le service public d'éducation afin de former les citoyens de demain »

**Extraits** : « il est nécessaire de jeter aux oubliettes le dogme du non-remplacement d'un enseignant sur deux partant à la retraite. Pour nous, socialistes, un enseignant ne « coûte » rien à la nation, puisqu'il l'enrichit ! [...] Ce sont des milliers de postes qu'il faudra réinjecter chaque année d'ici 2017 pour réussir le changement et pour donner à la jeunesse de ce pays un cadre de travail lui permettant de s'instruire, de se former et devenir les citoyens éclairés dont le pays s'honorera dans une décennie. »

« Pour faire face à cette crise de recrutement, il faut rendre à nouveau attractif le métier d'enseignant en rétablissant une formation digne de ce nom et en ayant comme perspective à court terme le retour à des services à six ou huit heures de cours hebdomadaires pour les stagiaires lors de leur première année d'enseignement »

« Ce n'est en tout cas pas aux étudiants de supporter le coût des études : aucune augmentation des frais d'inscription ne saurait être envisageable de la part d'un gouvernement de gauche. »

## A lire et à signer sur le site du Parti Socialiste

**UNITÉ le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)**